

Une rentrée scolaire sous la menace de coupes massives dans le service public

La Société pédagogique vaudoise, avec sa nouvelle présidence, souhaite s'engager pleinement à défendre les conditions de travail de chaque employé·e de l'école vaudoise. Même si de nombreuses menaces planent sur l'école vaudoise et le service public, la SPV tient à saluer les avancées annoncées dans la prise en charge des élèves à comportement violent dans les classes du cycle 1.

La SPV, ainsi que son association spécifique l'AVEP1, se battent depuis de nombreuses années pour mettre le cycle 1 au centre des attentions et des mesures, tant elles reconnaissent l'importance de la transition entre la famille et l'école. Les spécificités du cycle 1 semblent enfin être prises en compte par le DEF. Il n'empêche que la mobilisation doit se poursuivre dans la perspective d'apporter toute l'aide nécessaire aux professionnel·les, mais surtout aux élèves avec une prise en charge sérieusement renforcée. Leur financement doit être toutefois rapidement clarifié afin d'en mesurer la portée réelle.

Si plusieurs annonces vont dans le bon sens, notamment l'augmentation des mesures renforcées pour l'entrée à l'école, la majorité concerne la scolarité dans son ensemble. La SPV doute simplement de leur impact réel sur les conditions d'apprentissage des élèves et de travail du corps enseignant. Elle rappelle que les ressources directement allouées du groupe classe, quel que soit le degré, restent une priorité pour le terrain.

La mise en oeuvre du programme en faveur de l'entrée dans l'école reste conditionnée par l'adoption du budget 2027 par le Grand Conseil, un budget dont l'équilibre est menacé aujourd'hui par l'initiative -12% visant à réduire drastiquement les dépenses de l'État. Comme le relève Lucie Kemmling, co-Présidente de la SPV : « Si cette initiative devait aboutir, les moyens promis à l'école vaudoise, déjà jugés insuffisants par la profession, risqueraient purement et simplement de ne jamais voir le jour. ».

On ne peut pas se targuer de mieux prendre en charge les élèves et laisser peser sur l'école une menace budgétaire majeure. La SPV appelle la population et les élu·es à mesurer les conséquences très concrètes qu'aurait cette initiative sur les classes, les élèves et les conditions de travail des enseignant·es.

*Pour le Comité cantonal SPV, Lucie Kemmling, co-Présidente
David Jeanquartier, co-Président,*